ELLE ESTIME QUE LE PAYS EST «EN PÉRIL»

Les priorités de Louisa Hanoune

Dans une conférence de presse tenue hier au siège du parti à El Harrach, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a estimé qu'il y a péril en la demeure et que les législatives de l'année prochaine ne préoccupent pas son parti en ce moment. «La priorité pour nous est de se mobiliser pour sauver la Nation des dangers qui la guettent de toutes parts», a-t-elle déclaré.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Louisa Hanoune a, ainsi, souligné qu'elle a jugé opportun de s'exprimer vu l'enchaînement d'évènements inquiétants aussi bien en interne que dans le voisinage immédiat, en Libye notamment. La SG du PT a indiqué que le renforcement du front interne est une nécessité absolue dans le contexte actuel : «Le terrorisme se nourrit de la misère».

Or, a-t-elle noté, «le gouvernement en place mène une terrible offensive contre la majorité ouvrière, détruisant un à un ses acquis sociaux». Et de mettre en garde : «Un régime qui a détruit sa base sociale aura besoin de chercher des appuis à l'étranger et finira par mettre le pays sous tutelle».

Louisa Hanoune n'a ainsi pas manqué d'exprimer son étonnement de la cadence avec laquelle ces mesures antipopulaires sont en train d'être prises par le gouvernement : «L'Algérie ressemble aujourd'hui à l'Égypte de Moubarak avant sa chute. Sauf que ce dernier a mis 40 ans pour achever les contre-réformes qui ont provoqué le processus révolutionnaire.

Nous ne sommes pas loin du point de rupture parce que le peuple algérien n'en peut plus avec cette inflation galopante. L'Algérien a perdu au moins 40% de son pouvoir d'achat en une année. Ce sont les effets de la loi de finances pour 2015. Même les prix des produits agricoles locaux ont explosé.»

Dans ce contexte, la SG du PT s'est félicitée de «la maturité des travailleurs qui, selon ses dires, se concertent actuellement à travers leurs syndicats pour faire barrage aux velléités destructrices du gouvernement».

«La crise actuelle et l'austérité imposée aux pauvres ont dissipé les animosités entre les syndicalistes. Les syndicats autonomes travaillent désormais la main dans la main avec la Centrale syndicale pour la préservation des acquis sociaux. Ils ont compris que le salut est dans l'unité qui a été rendue possible par cette offensive contre le pays», a-t-elle affirmé.

Louisa Hanoune s'est, par ailleurs, exprimée au sujet de la peine de mort dont le rétablissement fait débat en ce moment à cause de l'émotion qui a envahi les Algériens suite à l'assassinat abject de la petite Nihal en Kabylie.

«Nous sommes contre le rétablissement de la peine de mort parce que nous pensons qu'il y a suffisamment d'atteintes aux libertés et aux droits de l'Homme en Algérie pour qu'on touche encore au droit le plus fondamental de tous, le droit à la vie. Cela va ouvrir la porte à tous les abus.

Photo : Smir Sid

Louisa Hanoune, SG du PT.

Nous l'avons vu ailleurs où des journalistes et des militants ont été condamnés à mort dans ce qui ressemble à des assassinats politiques», a-t-elle déclaré.

L. H.

DIALOGUE DIRECT MAROC-RASD

Rien de concret pour le moment

A l'issue de son discours devant les participants, à la salle de conférences de l'université M'hamed-Bougara de Boumerdès, à la 7e université d'été des cadres du Polisario et de la RASD, nous avions questionné le président Brahim Ghali, chef du Polisario et président de la RASD sur ces informations qui circulent au sujet de la reprise du dialogue entre les autorités marocaines et les représentants du peuple sahraoui sous les auspices de l'ONU. Ce dernier n'avait pas jugé utile de répondre.

Par contre, Mohamed Amine El Bouhali, membre du Secrétariat national du Polisario et président de l'université d'été a bien voulu répondre pour dire que rien n'est pour l'heure officiel au sujet de ce dialogue. Il nous a confié à ce propos: «Nous entendons effectivement quelques informations circuler mais pour l'heure rien n'est officiel.

Nous attendons par ailleurs une autre visite de la part de Christopher Ross mais jusqu'à présent nous ne connaissons ni les dates exactes, ni les étapes de cette visite. Nous entendons, en outre, des informations faisant état de l'élaboration d'une plate-forme de discussions dans la perspective d'une solution au conflit.

Pour notre part nous ignorons le contenu de ce document. Donc je ne pourrais m'aventurer à vous donner une quelconque réaction de nos responsables.»

Abachi L.

FLN : LE GROUPE DE ABDERRAHMANE BELAYAT INTERPELLE BOUTEFLIKA

«Nous exhortons le Président de convoquer un congrès extraordinaire»

Les «redresseurs» du Front de libération nationale, plus exactement les contestataires de l'actuel secrétaire général Ammar Saâdani, demandent officiellement à Abdelaziz Bouteflika d'intervenir et user de ses prérogatives, en sa qualité de président du parti, afin de «le remettre sur les rails et le débarrasser de toutes les dérives dont il est victime».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu public hier mercredi, à l'issue d'une rencontre régionale organisée dans la ville côtière de Ténès, dans la wilaya de Chlef, le groupe de Abderrahmane Belayat est donc allé, cette fois, au cœur du problème !

N'ignorant pas qu'Ammar Saâdani a été imposé et protégé par Abdelaziz Bouteflika, depuis le 29 août 2013, les contestataires savent également que rien ne se passera au niveau du parti, sans ce dernier. Ils l'interpellent en ces termes : «Les militants du parti du Front de libération nationale présents à la rencontre (de Ténès ndlr), parmi eux des parlementaires des deux Chambres, des élus locaux, ainsi que toutes les bases militantes, exhortent le président du parti, le frère Abdelaziz Bouteflika, d'user de ses prérogatives que lui confèrent tous les textes du parti, afin de le remettre sur les rails et le débarrasser de toutes les dérives et déviations dont il est victime». En clair, les «redresseurs» demandent l'annulation pure et simple de tous les résultats et des décisions d'abord de la session du comité central du 29 août 2013 qui avait intronisé Ammar Saâdani à la tête du parti, de même, que du dixième congrès de juin 2015.

Photo : DR

Abderrahmane Belayat.

Dans leur communiqué, les «redresseurs» ne manqueront pas de louer le bilan de Abdelaziz Bouteflika à la tête du pays, «et ce, depuis 1999 à nos jours. Nous l'avons toujours soutenu (Bouteflika Ndlr) hier, aujourd'hui, demain et après-demain !». Aussi, poursuit encore le communiqué, «nos espoirs en lui sont grands et notre souhait est qu'il procède à l'installation d'une commission nationale qui serait chargée de gérer le parti et unifier ses rangs, pour qu'il puisse affronter les crises et relever les défis qui l'interpellent, dans l'intérêt supérieur de la nation, entre autres, les élections législatives et locales de 2017 et les élections présidentielles de 2019».

Le chef de file des «redresseurs» nous explique davantage la démarche : «Il y a eu, ces derniers jours, des appels du pied en notre direction émanant de ceux qui sont autour de Saâdani. Ces derniers estimant que l'on ne pouvait imaginer le FLN sans Belayat, Goudjil etc., nous ne voulions pas être figés. Nous sommes convaincus, en effet, qu'un FLN divisé sera inéluctablement battu aux prochaines échéances électorales. Comme tout le monde le sait, dans cette affaire, nous avons un dossier en béton au niveau de la justice. Mais comme la justice a tardé à trancher, nous nous adressons au président de la République, président du parti qui, seul, a la prérogative de convoquer un congrès extraordinaire.»

Pour ce vieux routier de la politique, les choses sont claires : «Nous ne sommes pas figés mais nous ne céderons jamais sur l'essentiel, à savoir remettre le parti en droite ligne de son patrimoine historique et de sa vision de l'avenir».

Autrement dit, le groupe de Abderrahmane Belayat conteste l'actuelle direction du parti et ses méthodes et non pas sa ligne politique, consubstantiellement liée à la personne et au programme de Abdelaziz Bouteflika, depuis 2004 particulièrement. Bouteflika et le cercle présidentiel qui contrôle le FLN de bout en bout et qui a été à l'origine de l'intronisation de Ammar Saâdani au poste de secrétaire général, accéderont-ils à cette demande ? Une demande, par ailleurs, qui rejoint celle du groupe dit des «quatorze» d'il y a quelques jours. Peu probable, du moins dans l'immédiat, à en juger ne serait-ce que par les éditoriaux successifs du très officiel quotidien national, *El Moudjahid* !

K. A.